



# RWANDA

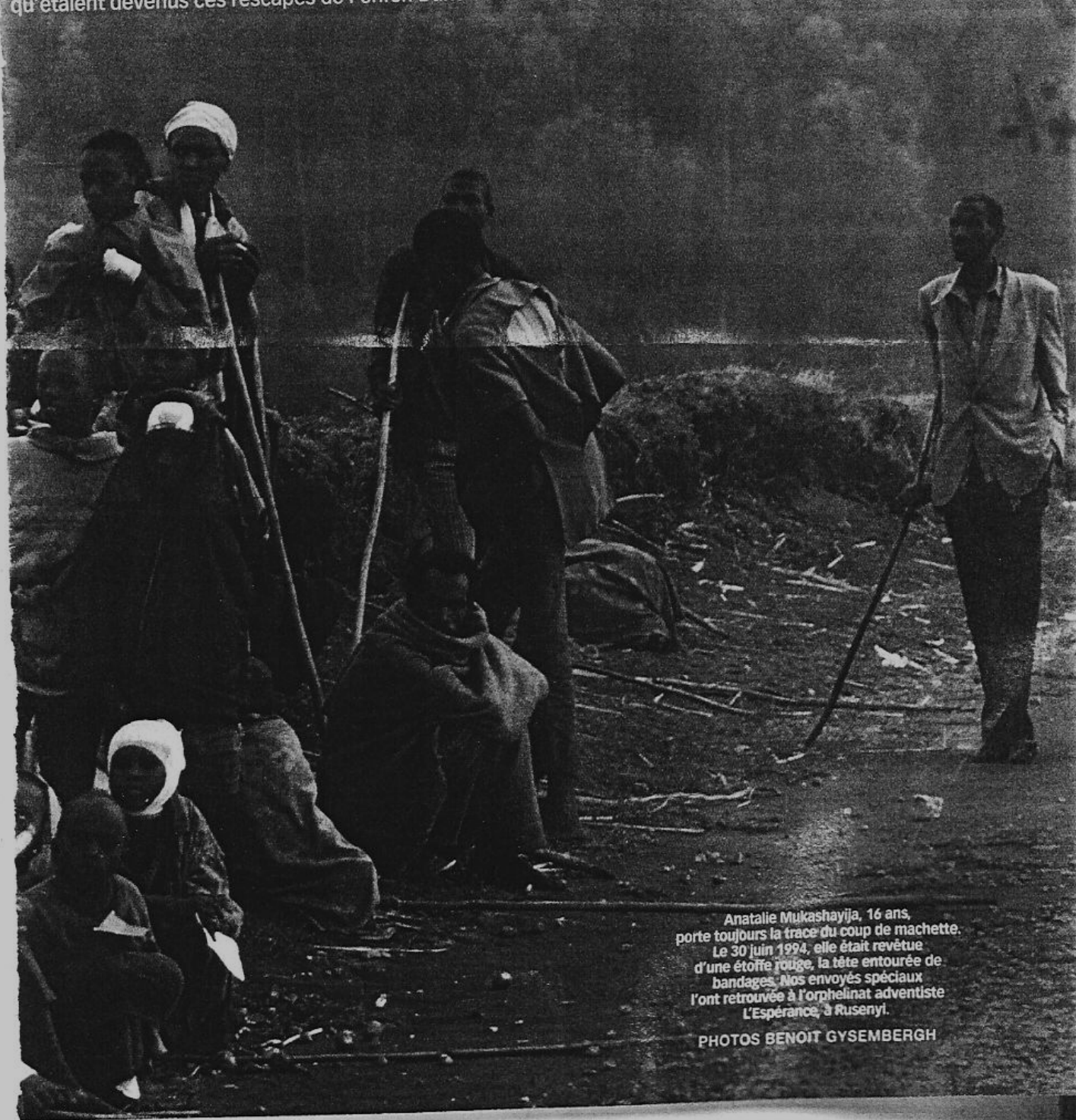
En 1994, au lendemain du génocide, à Bisesero, quelques centaines de survivants tutsis avaient échappé aux tueurs hutus. Aujourd'hui, victimes et bourreaux sont condamnés à vivre ensemble. Nos reporters ont retrouvé ceux qu'hier ils avaient fait sauver



# dix ans après...

Ces visages, nos reporters ne les ont jamais oubliés. Le 30 juin 1994, alertés par un prêtre, ils découvraient, en pleine forêt, plusieurs centaines d'hommes, de femmes, d'enfants, hagards, affamés, souvent blessés, parfois mourants : les rescapés d'un des plus atroces génocides de l'Histoire. Leur sauvetage par l'armée française pouvait commencer. Dix ans après, ils ont voulu savoir ce qu'étaient devenus ces rescapés de l'enfer. Dans tout le

Rwanda, l'essentiel d'une communauté minoritaire qui avait longtemps régné sur le pays, 800 000 Tutsis, venait d'être massacré. Alors que le Tribunal international égrène ses sentences contre une poignée de responsables hutus, les victimes ont appris à cohabiter avec la plupart de leurs anciens bourreaux. Mises en demeure de préférer la réconciliation à la justice, elles nous disent s'il est possible de pardonner à ses ennemis pour vivre en paix.



Anatalie Mukashayija, 16 ans, porte toujours la trace du coup de machette. Le 30 juin 1994, elle était revêtue d'une étoffe rouge, la tête entourée de bandages. Nos envoyés spéciaux l'ont retrouvée à l'orphelinat adventiste L'Espérance, à Rusenyi.

PHOTOS BENOIT GYSEMBERGH





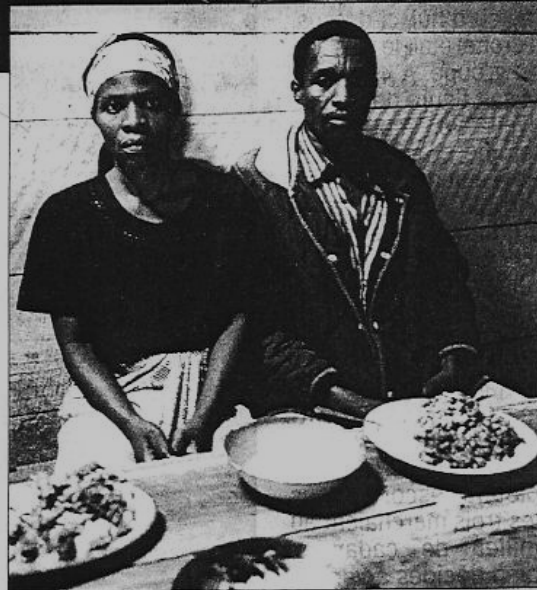
Au marché de Bisesero, une jeune fille de 16 ans, au front défoncé. Nos journalistes la connaissent bien. La première fois qu'ils l'ont vue, Estelle était dans les bras de sa mère, Séverine, qui employait ses dernières forces à la porter vers les secours. La petite avait reçu un coup de massue sur la tête. Depuis, sa mère est morte. Peu de femmes ont réchappé à la tuerie. Celles qui étaient enceintes, les jeunes mères, toutes celles qui ne couraient pas assez vite ont été massacrées les premières.

**Incapables de courir vite, les femmes étaient les principales victimes. Le pays est peuplé d'orphelins**

Le jeune Adrien Marere-mana a fait partie des premiers évacués de l'« opération Turquoise ». Nous l'avions photographié alors que des paras le portaient vers un des hélicoptères chargés de transporter les blessés les plus graves, 120 personnes pour ce premier jour, vers l'hôpital de Goma, au Zaïre. Aujourd'hui, Adrien s'efforce de renouer avec le bonheur. Il a 24 ans, est agriculteur à Bisesero où il s'est marié avec une tante d'Estelle, Dative, une orpheline comme lui. Leur premier bébé s'appelle Diana.

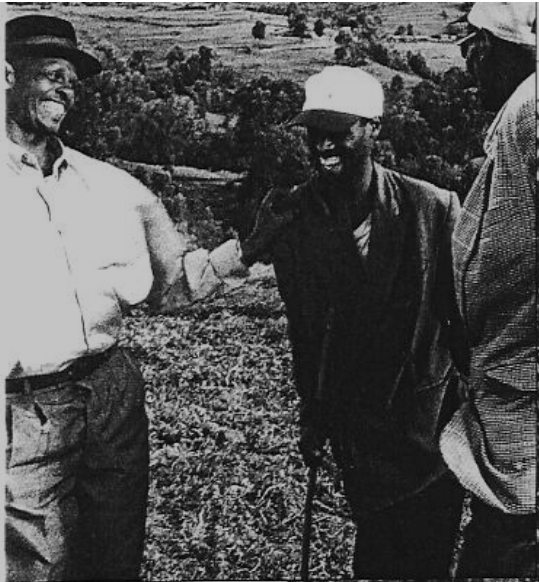


Un tissu africain autour du cou et un bonnet de fortune sur la tête, Keita Kam-banda prenait son premier repas d'homme délivré de la peur dans les ruines d'une bergerie incendiée, avec deux camarades de misère. Après la guerre, il s'est marié avec Joséphine, mais ils n'ont jamais pu avoir d'enfants, et ils continuent à vivre sous une tente pour réfugiés. Nos reporters les ont invités dans l'unique restaurant de leur village à célébrer la paix revenue. Mais ni Keita ni Joséphine n'ont voulu entendre parler d'un repas de fête. Ils ont pris, comme tous les jours, un maigre ragoût de haricots. « La joie de vivre est partie », disent-ils.



Tade a toujours un bâton à la main. Aujourd'hui âgé de 60 ans, il s'en sert pour guider son unique vache, celle qui lui a été attribuée par le gouvernement en guise de dédommagement. A l'arrivée des Français, il cassait des branchages pour alimenter le feu, sans crainte de se faire repérer. Le bois n'a jamais manqué à Bise-tero, où les réfugiés savaient en faire de bonnes lances dont ils ne se séparaient pas. Elles étaient pourtant inutiles contre les armes à feu des bandes organisées.





Charles,  
le héros qui ne  
voulait pas  
mourir, a recréé  
une famille de  
six enfants

Ses anciens camarades continuent à l'appeler «le héros». Lui répond que le seul héros, c'est Jésus. Charles Serumba (aujourd'hui, ci-dessus, à droite) était le plus âgé du groupe. A 46 ans, il faisait figure de sage. Il avait vu mourir sa femme et six de leurs neuf enfants. A la fin du terrible massacre, il continuait à arborer sa lance comme un guerrier, et tirait par le bras Philippe, légèrement blessé (au milieu, ci-dessus). Un troisième combattant, équipé d'une machette, Sylvain Gatwaza (ci-dessus, avec la chemise verte) complétait l'escorte. Tous les trois marchaient au milieu de cadavres, bien décidés à vendre chèrement leur peau. Quand ils se retrouvent dans le décor de leur ancien cauchemar, leur rire annonce la plus belle victoire de la vie : Charles le « héros » a aujourd'hui deux femmes, qui lui ont donné six enfants.







# Emmanuel, geôlier "Terré dans mon mon père à la machette. Il ignore que je le sais"

**D'**abord, on ne le remarque pas. La singularité de son regard est dissoute par la pluralité des souffrances. La photographie a été prise le 30 juin 1994, dans l'après-midi. Quelques heures plus tôt, à 11 heures du matin précisément, le spectre d'un rescapé, glanant dans un champ de sorgho, nous a conduits, avec Benoît Gysembergh, à pénétrer plus avant dans ce lédale de collines, au lieu-dit Bisesero, au sud-ouest du Rwanda. Nous y avons découvert, médusés puis désemparés, la réalité du génocide: un millier de Tutsis, seuls survivants, après quatre-vingts jours de traque par les milices et leurs voisins hutus les 20 000 à 50 000 fugitifs réfugiés dans ces forêts, selon différentes estimations. Rassurés par notre présence, renforcée quatre heures plus tard par un détachement de militaires français de l'opération "Turquoise", ils se sont extraits par petits groupes de leurs caches. Ils sont allongés, épuisés, souvent desséchés, en attendant que l'on veuille bien décider de leur sort. Certains des rares enfants rescapés, levinant qu'ils n'auront plus à courir, jour et nuit, pour échapper à leurs tortionnaires, ont sombré dans le sommeil. Sur la photo, Estelle, au centre, occupe tout l'espace. Estelle, sa robe écarlate en lambeaux, le visage défoncé par les coups de massues et de lances, les blessures gangrenées, purulentes. À ses côtés, Severine, sa mère, semble déjà entrée dans l'agonie qui finira par l'emporter deux ans plus tard. Et puis soudain, à l'arrière-plan, on le découvre, lui, pull-over rouge, pantalon bleu, qui fixe l'objectif. Il doit avoir une quinzaine d'années. Son regard ne dit pas seulement la souffrance et le reproche. Il interroge surtout. Il demande au Muzungu, au Blanc, les raisons de son interminable martyre, et pourquoi il n'a rien fait pour l'empêcher. Le Muzungu n'a pas su lui répondre. Plus tard, il avait même décidé de ne jamais revenir au Rwanda, ce condensé d'horreur.

Dix ans plus tard, Bisesero offre toujours le spectacle faussement rassurant d'un moutonnement de collines plantées de thiers et de bananiers, qui s'en vont mourir en contrebas, sur les berges du lac Kivu. Sur la pente, pratiquement à emplacement même où, jadis, un fantôme attirait notre attention, un imposant «monument de la résistance» a été élevé en 1998, à la mémoire des victimes du génocide. Dans un hangar au toit de toile, un millier de crânes et divers ossements exhumés des ravines attendent encore de rejoindre le mausolée. Longtemps, j'ai cru que notre spectre se prénommait joliment Théoneste. Des survivants me révélèrent qu'il s'appelait en réalité Anasase Bimenimana et que sa présence, dans le champ de sorgho ce jour-là, ne devait rien au hasard: le matin même, il s'était porté volontaire pour braver l'étroite surveillance des Interhamwe, ces milices hutus principales responsables du génocide, afin de tenter d'alerter les Blancs, débarqués quelques jours plus tôt dans la région. Ce «messenger de Dieu», comme ils le baptisent, a été tué en 1997 par des «infiltrés», soldats perdus de la cause hutu, venus du Congo voisin. Les rescapés identifient sans plus de

difficultés, l'adolescent au regard énigmatique de la photographie. Il s'appelle Emmanuel Ncu-muyiki et, nous dit-on, vit plus haut dans les collines: un gros bourg à dominante hutu nommé Gisovu. La commune a fourni en 1994 un fort contingent de tueurs impliqués dans le génocide. C'est sur eux qu'Emmanuel veille désormais.

Jacques Muhisi, le directeur du centre pénitentiaire de Gisovu, aime à tenir le décompte minutieux de ses pensionnaires sur le petit tableau noir qui orne son bureau. Sa prison, l'une des plus importantes du pays, héberge ce jour-là 3 841 détenus, dont 91 femmes, sans compter 12 enfants, nés derrière les barreaux. La très grande majorité, soit 3 334 personnes, sont incarcérées dans le cadre du génocide, beaucoup étant impliquées dans les massacres de Bisesero. Parmi elles, seules 83 ont été jugées et condamnées: 4 à la peine de mort, 30 à perpétuité, les autres écopant des peines s'échelonnant de un à vingt ans. Mais le chiffre dont M. le Directeur est, à l'évidence, le plus fier concerne ceux que l'on baptise «les aveux», autrement dit ceux qui ont confessé leurs crimes. A Gisovu, ils sont 1 985, une large majorité. Dans un pays dont les autorités ont pour priorité l'accélération du cours de la justice, n'hésitant pas à exercer d'énormes pressions dans les prisons pour que les 100 000 détenus accusés de participation au génocide avouent leur culpabilité, c'est là un motif de satisfaction non dissimulé. Emmanuel, l'enfant rescapé devenu gardien de prison, voit lui aussi dans ces confessions des vertus cathartiques. A 25 ans, c'est désormais un garçon enjoué, dont le flou du regard a disparu au profit de la pétulance. Le vendredi est jour de marché à Kibuye, la préfecture de la province, et les familles n'hésitent pas à parcourir à pied 52 kilomètres pour fournir aux leurs de quoi améliorer l'ordinaire de la prison: bananes plantain, patates douces et surtout sucre, introuvable au centre pénitentiaire. Sanglé dans son uniforme bleu réglementaire, qui tranche avec celui, de couleur rose, qu'un tailleur détenu confectionne pour les prisonniers, Emmanuel accueille les visiteurs par de petits mots débonnaires. Si les règles carcérales sont strictes – interdiction de fumer notamment –, elles ne résistent pas aux usages africains: séparés par un no man's land délimité par deux poutres posées sur le sol, les détenus et leurs familles opèrent bientôt leurs jonctions dans ce parloir improvisé, avec l'assentiment tacite du gardien. Lorsqu'on s'étonne de sa mansuétude, le jeune homme s'affirme affranchi de tout sentiment de haine et jure qu'il n'a pas choisi ce métier pour assouvir une vengeance mais mû par le seul besoin de travailler. «Après avoir survécu, il me fallait encore survivre. Tout notre bétail avait été volé. C'est comme cela qu'en 1997 je suis devenu gardien de prison. Voilà six ans que je porte une arme. Si j'avais cet esprit de représailles, j'aurais eu les

moyens de l'exercer. Il y a ici des gens qui m'ont poursuivi de visu, ont participé aux meurtres de mes familiers, celui qui a "machetté" mon père. Mais je suis stable: c'est la raison pour laquelle on ne m'a pas muté vers un autre établissement.»

Ses débuts de geôlier dans le pénitencier où expient les assassins des siens n'ont pourtant pas été aisés. Des 40 membres que comptait sa famille, père, mère, frères et sœurs, nièces et neveux, tous installés comme éleveurs à Bisesero, seuls trois frères ont échappé avec lui au massacre: Nason, redevenu éleveur, Augustin, qui travaille à l'usine à thé, et Aphrodise, comptable du district. Eux-mêmes se demandent comment Emmanuel peut affronter sans ressentiment les regards de ceux qu'ils ont aperçus un jour dans la forêt, empaillant une femme par le sexe avant de l'achever, ou tuant un bébé en le projetant contre un mur de rochers. «A mes débuts ici, raconte le jeune homme, j'étais effrayé. Les détenus que je connaissais l'étaient aussi, au point de ne plus oser sortir de leurs cellules. Après quelques jours, ils ont envoyé l'un des leurs, Ngenzeri, un ancien voisin de Bisesero, pour connaître mes intentions. On a commencé à converser, à se rappeler certains épisodes. Je lui ai demandé s'il se souvenait quand il me courait après pendant des heures, en me traquant à coups

de pierres. Il m'a répondu que je devais lui pardonner, qu'il avait été pris dans une affaire d'Etat qui l'avait dépassé. Je l'ai tranquilisé: je n'étais pas là pour me venger mais pour faire mon travail. Il est allé dire aux autres que je n'étais plus fâché, et tout s'est arrangé.» Plusieurs de ces hommes, dont Ngenzeri, ont depuis été libérés. En janvier dernier, le président, Paul Kagame, a en effet signé l'élargissement de quelque 20 000 prisonniers ayant avoué leurs crimes et encourant une peine inférieure à la durée de leur détention préventive. Ceux qui n'ont pas bé-

néficié de la grâce présidentielle se sont aussitôt empressés d'aller à confesse, dans l'espoir d'une prochaine clémence. Ayant plaidé coupables avant le 15 mars dernier, ils ont également l'assurance de pouvoir jouir d'une remise de peine de moitié. Au centre pénitentiaire de Gisovu, ces «aveux» bénéficient d'un régime de faveur. Ils sont notamment autorisés à quitter l'enceinte de la prison dans la journée pour être affectés à divers travaux: dans les champs de thé, qui a la réputation d'être le meilleur du Rwanda, à la forge et à la menuiserie. «Ils n'effraient plus la population et elle n'a plus peur d'eux», justifie Emmanuel. Ces mea culpa suffisent-ils donc à exorciser les démons? Le jeune gardien veut le croire. Ainsi déclare-t-il ne vouer aucune animosité particulière à l'égard du prisonnier Ntakirutimana, alias «le taureau», qui n'est autre que l'assassin de son père. «Terré dans mon trou, je l'ai vu le couper à la machette. Lui-même ne sait pas que je le sais. En tant que chrétien, j'éprouve plutôt de la pitié pour lui. A quoi me servirait-il de le persécuter? Ce qui me choque seu-

**Un "repenti" hutu: «On commençait à tuer le matin jusqu'à 3 h de l'après-midi. La besogne finie, on assemblait le bétail et on le dépeçait sur place»**

# trou, j'ai vu un de mes prisonniers actuels couper

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL MICHEL PEYRARD

lement, c'est qu'il n'ait pas accepté son crime. » La politique du repentir peut-elle donc venir au secours de ces dizaines de rescapés des massacres de Bisesero que nous avons retrouvés au hasard des collines, destins fracassés, la peur toujours rivée au ventre ? Rien n'est moins sûr.

A la prison, les « aveux » ont leur chef. Belson Mpagazehe a aujourd'hui 45 ans et est père de quatre enfants. C'est un solide gaillard qui respire la malice, ancien cultivateur à Gishyita, le chef-lieu de district. Après le génocide, et la déroute de l'armée rwandaise, en août 1994, Belson s'est enfui comme des millions d'autres au Congo. Il est rentré au pays en septembre 1996, poussé par la faim plus que par le remords. « Je suis revenu de l'exil en sachant bien que je devais être décapité », avance-t-il. Dénoncé, il a été arrêté sur la route

d'une manifestation sportive, est à tous égards abject, il a néanmoins le mérite d'éclairer les mécanismes qui sous-tendent les aveux. La stratégie la plus courante, encouragée par le gouvernement rwandais, consiste à diluer les responsabilités : on met en avant celles de l'appareil d'Etat, politiques, militaires et miliciens, en prenant soin au passage de s'accuser d'un crime, pour asseoir sa crédibilité.

« Nous avons commencé à tuer en avril au sein des ménages, commence ainsi Belson, prenant soin d'employer ce pronom pluriel qu'affectionnent tant les tueurs. La propagande radio disait que si nous ne nous débarrassions pas des Tutsis, ce sont eux qui le feraient. C'est comme ça qu'on a tué Dominique. C'était un voisin, avec qui on avait des amitiés, avec lequel je partageais des

même des Interahamwe venus d'autres régions, parce que Bisesero était devenu un foyer de résistance. Le bourgmestre de Gishyita coordonnait. Les militaires et les miliciens avançaient les premiers avec leurs fusils et leurs lance-grenades. Nous, nous devions empêcher les Tutsis de se disperser. Ceux qui s'échappaient étaient épuisés : on les achevait à la machette. La besogne finie, on assemblait le bétail que l'on avait trouvé. Les Interahamwe faisaient la répartition. On dépeçait sur place, et chacun prenait sa part. »

Fort de cette confession, Belson estime qu'il devrait faire partie du prochain contingent de libérés. « Un simple exécuteur avouant est condamné de sept à douze ans. Je viens de faire sept ans. J'ai donc de l'espoir d'être parmi eux. » Il a préparé sa sortie. « J'ai consulté la famille de la victime. J'ai reçu une réponse disant qu'ils me pardonnaient. Je n'ai plus peur de retourner sur ma colline. D'ailleurs, ceux qui sont déjà sortis de prison m'ont rassuré. » Ses nuits ne sont plus hantées par les cauchemars. « C'est déjà fini. Je n'y pense plus. Sauf de temps en temps, quand je me rends compte que j'ai tué quelqu'un avec lequel je n'avais pas de différend, j'ai un peu de regrets. » Mathias, le détenu interprète, approuve. Agent de préfecture à Kibuye, incarcéré depuis neuf ans, il a, lui aussi, décidé de plaider coupable, s'accusant d'avoir livré un fugitif aux miliciens. « Le problème, consent-il, c'est que j'ai avoué un peu tard. C'était le 6 janvier, au lendemain de l'annonce de la clémence présidentielle à l'égard des repentis. »

« Le problème de la politique des aveux conçue par les autorités, explique un Hutu modéré, c'est que de vrais tueurs se retrouvent en liberté, tandis que d'authentiques innocents, qui refusent par principe de se repentir de crimes qu'ils n'ont pas commis, demeurent en prison. » Dix ans après, Bisesero est devenu l'emblème du génocide rwandais. Par l'ampleur des tueries, bien sûr, mais aussi – fait unique – par celle de la résistance qu'ont opposée, des semaines durant, les fugitifs armés de leurs seules lances et de quelques fusils, confisqués aux assaillants. Ce que Bernard, un autre rescapé, résume ainsi : « Nous savions que nous allions être tués, mais il s'agissait de mourir courageusement. » La mise en jugement des décideurs a été tout autant exemplaire : le préfet Clément Kayishema, grand ordonnateur de la traque, le directeur de l'usine de thé Alfred Musema, qui en assurait la coordination, le commerçant Obed Ruzindana, fournisseur de la logistique, arrêtés et jugés par le Tribunal international d'Arusha, ont été condamnés à perpétuité. Mais le procès de la haine ordinaire, des simples exécutants, n'aura sans doute jamais lieu, au nom d'une improbable réconciliation. Les tueurs élargis ont rejoint leurs collines, où bourreaux et victimes campent dans un quant-à-soi oppressant. Sur la route de Bisesero, une affiche vantant les gacaca (prononcez gachatcha), ces tribunaux villageois censés suppléer les défaillances de la justice, proclame que « la vérité sauve ». Mais le mensonge, pour l'heure, plus sûrement encore. ■

Parmi ces rescapés de 1994, encore armés de leurs pauvres bâtons, des visages sortent de l'anonymat : Séverine, la seule femme, est morte en 1997. Sa fille Estelle, à sa gauche, est aujourd'hui âgée de 16 ans. Quant à Emmanuel Ncumuyiki, l'adolescent en pull-over rouge, ci-contre et au milieu de l'image, il porte l'uniforme bleu marine des gardiens de la prison de Gisovu.



de Gishyita, emprisonné dans un camp militaire, puis au cachot communal, avant d'être transféré au centre pénitentiaire de Gisovu. Il est « celui qui a avoué en premier », le 18 juin 1998, dans une lettre adressée au parquet de la République. Cela lui a valu, dit-il, de « figurer dans le premier groupe formé au plaidoyer du génocide », ce qui ne laisse aucun doute quant à la spontanéité de sa démarche. Elle est conforme aux desiderata des autorités, disposées, s'il le faut, à « accompagner » les aveux, dès lors qu'ils contribuent à la réconciliation. Ceux de Belson Mpagazehe, s'ils lui ont valu d'être élu délégué par ses codétenus, sont bien succincts. Il a confessé le meurtre à Gishyita de Dominique, un voisin tutsi, ainsi que « d'avoir frappé pour sa part, avec d'autres malfaiteurs, jusqu'à ce que mort s'ensuive, sur la colline de Bisesero ». Si son récit, raconté d'une voix tranquille comme s'il s'agissait du simple compte rendu

bières. Il était caché dans la bananeraie. On l'a forcé et on l'a pris. Je lui ai dit : « Nous allons te tuer. C'est ainsi. » Il m'a répondu : « Si c'est comme ça, tuez-moi. » Je lui ai donné des coups de massue et un autre, de machette. Après ça, les Tutsis qui n'étaient pas morts se sont enfuis vers la colline de Bisesero, car ils avaient là-bas un fief [N.d.l.r. : ils y étaient majoritaires]. Charles Sikubwabo, le bourgmestre de Gishyita, a décidé qu'il fallait en finir. Il nous montait avec sa camionnette. On commençait le matin, jusqu'à 3 heures de l'après-midi. Plus tôt ou plus tard, cela dépendait de l'arrivée des militaires. On y allait jamais sans eux, car on avait peur. Les paysans tutsis savaient bien combattre avec leurs armes froides, des lances, des arcs et des flèches. Mais contre les armes à feu des militaires et des Interahamwe, ils n'avaient pas autant d'adresse. Nous étions très nombreux : il en arrivait de Gishyita, de Rutshiro, de Gisovu. Il y avait